

Israël récolte ce qui a été semé par Netanyahou - 1

Une brève histoire de l'Alliance entre le premier ministre Benjamin Netanyahou et le Hamas

Le 20 Octobre 2023 par Adam Raz <https://www.haaretz.com/israel-news/2023-10-20/ty-article-opinion/.premium/a-brief-history-of-the-netanyahu-hamas-alliance/0000018b-47d9-d242-abef-57ff1be90000>

Adam Raz est historien et auteur, tout récemment il a écrit *The Demagogue : La mécanique du pouvoir politique* (en hébreu).



Pendant 14 ans, la politique de Netanyahou a consisté à maintenir le Hamas au pouvoir; l'attaque du 7 octobre 2023 aide le Premier ministre israélien à préserver son propre pouvoir (Crédit Richard Drew)

La relation - ou plutôt l'alliance - de longue date entre Benjamin Netanyahou et le Hamas a fait couler beaucoup d'encre. Et pourtant, le fait même qu'il y ait eu une coopération étroite entre le Premier ministre israélien (avec le soutien d'une grande partie de la droite) et l'organisation fondamentaliste semble avoir disparu de la plupart des analyses actuelles - tout le monde parle « d'échecs, d'erreurs et de contzeptiot » (conceptions figées).

Dans ce contexte, il est nécessaire non seulement de rappeler l'histoire de cette coopération, mais aussi de tirer une conclusion sans ambiguïté: L'attaque du 7 octobre 2023 est utile à Netanyahou, et ce n'est pas la première fois, elle l'aide à préserver son pouvoir, en tous cas à court terme.

Le mode opératoire (<https://www.haaretz.com/ty-tag/benjamin-netanyahu-0000017f-da33-d938-a17f-fe3ba7590000>) de la politique de Netanyahou depuis son retour au poste de Premier ministre en 2009 a été et continue d'être, d'une part, le renforcement du pouvoir du Hamas (<https://www.haaretz.com/israel-news/2023-10-11/ty-article/.premium/netanyahu-needed-a-strong-hamas/0000018b-1e9f-d47b-a7fb-bfd8f30000>) dans la bande de Gaza et, d'autre part, l'affaiblissement de l'Autorité palestinienne.

Son retour au pouvoir s'est accompagné d'un revirement complet par rapport à la politique de son prédécesseur, Ehud Olmert, qui cherchait à mettre fin au conflit par un traité de paix avec le dirigeant palestinien le plus modéré, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

Au cours des 14 dernières années, tout en appliquant une politique de division et de conquête vis-à-vis de la Cisjordanie et de Gaza, «Abu Yair» (le père de Yair, en arabe, comme Netanyahu se nommait lui-même lorsqu'il faisait campagne dans la communauté arabe avant une récente élection) a résisté à toute tentative, militaire ou diplomatique, qui aurait été susceptible de mettre un terme (<https://www.haaretz.com/haaretz-explains/2023-10-19/ty-article-magazine/.highlight/is-hamas-really-like-isis-experts-explain/0000018b-493f-d1fd-a59f-edbfbe090000>) au régime du Hamas.



Une Palestinienne aide son fils à étudier à la lueur d'une bougie dans le camp de réfugiés de Khan Yunis, dans le sud de la bande de Gaza, le 19 avril 2017 (Crédit: MAHMUD HAMS/AFP)

En pratique, depuis l'opération *Plomb durci* fin 2008 et début 2009, sous l'ère Olmert, le pouvoir du Hamas n'a jamais fait face à une véritable menace militaire. Au contraire: le groupe a été soutenu par le Premier ministre israélien et financé avec son aide.

Lorsque Netanyahu a déclaré en avril 2019, comme il l'a fait après chaque série de combats: «Nous avons rétabli la dissuasion avec le Hamas, et nous avons bloqué les principales voies d'approvisionnement», il mentait comme un arracheur de dents.

Pendant plus d'une décennie, Netanyahu a prêté main forte, de diverses manières, à la puissance militaire et politique croissante du Hamas. C'est lui qui a transformé le Hamas, une organisation terroriste disposant de peu de ressources en un quasi-État.

Libérer des prisonniers palestiniens, autoriser des transferts d'argent, laisser l'envoyé qatari aller et venir à Gaza à sa guise, accepter l'import d'un large éventail de marchandises, de matériaux de construction en particulier, tout en sachant qu'une grande partie de ces matériaux était destinée au terrorisme et non à la construction d'infrastructures civiles, augmenter le nombre de permis de travail en Israël pour les travailleurs palestiniens de Gaza, et bien d'autres mesures encore. Toutes ces mesures ont permis une symbiose entre la montée en puissance du terrorisme fondamentaliste et la préservation du pouvoir de Netanyahu.

Remarquez cependant : il serait erroné de supposer que Netanyahu avait à l'esprit le bien-être des pauvres et des opprimés de Gaza - qui sont également victimes du Hamas - lorsqu'il a autorisé les transferts de fonds (dont une partie, comme indiqué, n'a pas été affectée à la construction d'infrastructures, mais plutôt à l'armement).

Son objectif était de nuire à Abbas et d'empêcher la division du Pays d'Israël en deux États. Il est important de garder à l'esprit que sans ces fonds du Qatar (et de l'Iran), le Hamas n'aurait pas eu l'argent nécessaire pour maintenir son règne de terreur, et son régime aurait été contraint à la modération.

Dans la pratique, l'injection d'argent liquide (par opposition aux dépôts bancaires, qui sont beaucoup plus contrôlables) en provenance du Qatar, une pratique que Netanyahu a soutenue et approuvée, a servi à renforcer le bras militaire du Hamas depuis 2012.



De la fumée s'élève de Rafah à Gaza alors qu'Israël a mené des frappes aériennes dans la bande de Gaza dans le cadre de l'opération Bordure protectrice, le 1er août 2014 (Crédit : Ahmed Ebu Saud/Anadolu Agency)

Voilà comment Netanyahu a indirectement financé le Hamas après qu'Abbas a décidé d'arrêter de lui fournir des fonds (<https://www.haaretz.com/middle-east-news/palestinians/2017-04-27/ty-article/palestinian-authority-halts-gaza-power-payments-to-israel/0000017f-e88c-df2c-a1ff-fed971f0000>) dont il savait qu'ils finiraient par être utilisés contre lui, sa politique et sa population via le terrorisme.

Il est important par ailleurs de souligner que le Hamas a utilisé cet argent pour acheter les équipements qui servent, depuis des années à assassiner des Israéliens. Parallèlement sur un plan sécuritaire, depuis la guerre de Gaza de 2014 Operation Protective, Edge (<https://www.haaretz.com/israel-news/2021-05-12/ty-article-timeline/premium/israel-gaza-conflict-how-this-escalation-compares-with-previous-rounds/0000017f-dfaa-df9c-a17f-ffba36f20000>) Netanyahu est guidé par une politique qui a pratiquement fait fi du terrorisme des roquettes et des cerfs-volants et ballons incendiaires.

Même si, ponctuellement il est arrivé que la presse soit conviée à une grand-messe médiatique lorsque de telles armes étaient saisies, mais rien de plus. Il n'est pas inutile de rappeler que l'année dernière, le «gouvernement du changement» (<https://www.haaretz.com/opinion/2023-07-03/ty-article-opinion/premium/israels-government-of-change-model-needs-to-go/00000189-183e-d145-a1e9-1b7e18500000>), l'éphémère coalition menée par Naftali Bennett et Yair Lapid a mené une politique différente, dont l'une des traductions a été l'arrêt du financement du Hamas par le biais de valises remplies d'argent liquide.

Lorsque Netanyahu a tweeté, le 30 mai 2022, «Le Hamas a tout intérêt à ce que que le gouvernement faiblard de Bennett existe», il mentait au public. Le gouvernement de changement a été un désastre pour le Hamas. Le cauchemar de Netanyahu était l'effondrement du régime du Hamas, ce que pourtant Israël aurait pu accélérer, même si le prix à payer était élevé.

L'une des preuves de cette affirmation a été apportée lors de la Guerre de Gaza. À l'époque, Netanyahu avait divulgué aux médias le contenu d'une présentation que l'armée avait faite au cabinet de sécurité et qui présentait les répercussions potentielles de la conquête de Gaza.



Des Israéliens manifestent contre le projet de réforme de la justice à Tel Aviv samedi 1er Juillet 2023 (Crédit : Itai Ron)

Le premier ministre savait que ce document secret, qui indiquait que l'occupation de Gaza coûterait la vie à des centaines de soldats, créerait un climat d'opposition à une invasion terrestre généralisée. En mars 2019, Naftali Bennett a déclaré à l'émission Hamakor de la chaîne 13: «Quelqu'un a pris soin de faire fuiter cela dans les médias afin de créer une excuse pour ne pas agir. [...] C'est l'une des fuites les plus graves de l'histoire d'Israël».

Bien entendu, la fuite n'a pas fait l'objet d'une enquête, malgré les nombreuses demandes des membres de la Knesset. Lors de conversations à huis clos, Benny Gantz a déclaré, alors qu'il était chef d'état-major de Tsahal: «Bibi a fait fuiter cette affaire». Qu'on se le dise. Netanyahu a divulgué un document top secret afin de contrecarrer la position militaire et diplomatique du cabinet, qui cherchait à vaincre le Hamas par divers moyens.

Nous devrions tenir compte de ce qu'Avigdor Lieberman a déclaré à Yedioth Ahronoth, dans une interview publiée juste avant l'assaut (<https://www.haaretz.com/israel-news/2023-10-07/ty-article/.premium/october-7-2023-a-date-that-will-live-in-infamy-in-israel/0000018b-0bbf-dc5d-a39f-9fff47680000>) du 7 octobre, Netanyahu: «n'a eu de cesse de contrecarrer tous les assassinats ciblés».

Il convient de souligner que ce n'est pas seulement par son opposition à l'occupation terrestre de Gaza et aux assassinats d'acteurs clés du Hamas que la politique de Netanyahu visant à maintenir le Hamas à la tête de la bande de Gaza s'est exprimée, mais aussi par sa détermination à contrecarrer toute réconciliation politique entre l'AP - le Fatah en particulier - et le Hamas.

Le comportement de Netanyahu à la fin de l'année 2017, lorsque des pourparlers entre le Fatah et le Hamas étaient en cours, en est un exemple frappant. Un des désaccords fondamentaux entre Abbas et le Hamas concernait la question de la subordination de l'armée du groupe islamiste à l'AP.

Le Hamas a accepté que l'AP reprenne la gestion de toutes les questions civiles à Gaza, mais a refusé de rendre les armes. L'Égypte et les États-Unis ont soutenu la réconciliation et ont œuvré en ce sens. Netanyahu s'est totalement opposé à cette idée, affirmant à plusieurs reprises: «La réconciliation entre le Hamas et l'OLP rend la paix plus difficile à atteindre».

Bien entendu, Netanyahu n'a pas cherché la paix, qui n'était absolument pas à l'ordre du jour à l'époque. Sa position n'a fait que servir le Hamas. Au fil des ans, diverses personnalités des deux côtés de l'échiquier politique ont souligné à plusieurs reprises l'axe de coopération entre Netanyahu et le Hamas.

D'une part, par exemple, Yuval Diskin, chef du service de sécurité Shin Bet de 2005 à 2011, a déclaré à Yedioth Ahronoth en janvier 2013: «Si l'on regarde ce qui s'est passé au fil du temps, l'une des principales personnes ayant contribué au

renforcement du Hamas a été Bibi Netanyahu, depuis son premier mandat en tant que premier ministre».



Des Palestiniens à bord d'un véhicule militaire israélien pris par des militants du Hamas lors d'une attaque coordonnée le 7 octobre, près de la barrière de la bande de Gaza (Crédit: Abed Abu Reash / AP)

En août 2019, l'ancien Premier ministre Ehud Barak (<https://www.haaretz.com/ty-WRITER/0000017f-da2b-dea8-a77f-de6bc7370000>) a déclaré à Army Radio que les personnes qui pensaient que Netanyahu n'avait pas de stratégie se trompaient. «Sa stratégie consiste à maintenir le Hamas en vie et en pleine forme [...] même au prix de l'abandon des citoyens [du sud] [...] afin d'affaiblir l'AP à Ramallah».

L'ancien chef d'état-major des FDI, Gadi Eisenkot (<https://www.haaretz.com/ty-tag/gadi-eisenkot-0000017f-da2a-d432-a77f-df3bdf900000>), a déclaré au Maariv en janvier 2022 que Netanyahu avait agi «en totale opposition avec l'évaluation nationale du Conseil national de sécurité, qui a déterminé qu'il était nécessaire de se déconnecter des Palestiniens et d'établir deux États».

Israël a agi exactement dans le sens contraire, en affaiblissant l'Autorité palestinienne et en renforçant le Hamas. Le chef du Shin Bet, Nadav Argaman, s'est exprimé à ce sujet à la fin de son mandat en 2021. Il a explicitement prévenu que l'absence de dialogue entre Israël et l'AP avait pour effet d'affaiblir cette dernière tout en renforçant le Hamas.

Il a averti que le calme relatif qui régnait alors en Cisjordanie était trompeur en ajoutant: «Israël doit trouver un moyen de coopérer avec l'Autorité palestinienne et de la renforcer». Lors de cette même interview de 2022, Eisenkot a acquiescé: «C'est ce qu'il se passe et c'est dangereux» .

Les gens de droite tenaient des propos similaires. Parmi les incantations répétées figure celle du député Bezael Smotrich (<https://www.haaretz.com/ty-tag/bezael-smotrich-00000184-e68b-dffa-ada4-ff9f902f0000>), nouvellement élu, qui a déclaré en 2015 à la chaîne de la Knesset que «le Hamas est un atout et Abou Mazen est un fardeau», en désignant Abbas par son nom de guerre.

En avril 2019, Jonatan Urich, l'un des conseillers médias de Netanyahu et porte-parole du Likoud, a déclaré à Makor Rishon que l'un des succès de Netanyahu était la séparation de Gaza (à la fois politique et conceptuelle) de la Cisjordanie. «Netanyahu a fondamentalement détruit la perspective d'un État palestinien dans ces deux endroits, s'est-il vanté. Une partie de la réussite est liée à l'argent qatari qui parvient au Hamas chaque mois».

À peu près à la même époque en 2019, la députée du Likoud Galit Distel Atbaryan (<https://www.haaretz.com/israel->

[news/2023-07-25/ty-article/.premium/netanyahu-minister-wants-to-establish-unit-for-promoting-social-cohesion/00000189-8d02-d430-a59b-ad0b6b300000](https://www.ynetnews.com/articles/0,7340000,00000189-8d02-d430-a59b-ad0b6b300000,00)) a écrit dans un post élogieux sur Facebook: «Nous devons le dire honnêtement: Netanyahou veut que le Hamas soit debout, et il est prêt à payer n'importe quel prix inconcevable pour cela».



Le président palestinien Mahmoud Abbas rencontre le président du bureau politique du Hamas, Khaled Mashal, et le vice-président du bureau politique du Hamas, Ismail Haniyeh, à Doha, au Qatar, le 28 octobre 2016 (Crédit: Handout / Présidence palestinienne)

«La moitié du pays est paralysée, des enfants et des parents souffrent de post-traumatisme, des maisons sont détruites, des gens sont tués, un chat des rues tient un tigre nucléaire par les couilles». Vous l'avez lu mais vous n'y croyez pas? Vous avez tort, car c'est exactement la politique que Netanyahou a suivie. Le Premier ministre lui-même a parfois évoqué brièvement sa position à l'égard du Hamas.

En mars 2019, il a déclaré lors d'une réunion des députés du Likoud, au cours de laquelle la question du transfert de fonds au Hamas était débattue: «Quiconque s'oppose à un État palestinien doit soutenir le transfert de fonds à Gaza, car le maintien de la séparation entre l'AP en Cisjordanie et le Hamas à Gaza empêchera la création d'un État palestinien».

Deux mois plus tard, Channel 13 a cité l'ancien président égyptien Hosni Mubarak qui déclarait à un journal koweïtien: «Netanyahou ne souhaite pas une solution à deux États. Il veut plutôt séparer Gaza de la Cisjordanie, comme il me l'a dit à la fin de l'année 2010»

Le général de réserve Gershon Hacohen, un éminent homme de droite, a été on ne peut plus clair dans une interview accordée au magazine en ligne Mida en mai 2019: «Lorsque Netanyahou a décidé de ne pas entrer en guerre à Gaza pour vaincre le régime du Hamas, il a de fait empêché Abou Mazen d'établir un État palestinien uni, a-t-il rappelé à l'époque. Nous devons exploiter la situation de séparation créée entre Gaza et Ramallah. Israël y a tout intérêt, et on ne peut pas comprendre la situation à Gaza sans comprendre ce contexte».

Toute la politique de Netanyahou depuis 2009 vise à détruire toute possibilité d'accord diplomatique avec les Palestiniens. C'est le fil conducteur de son régime, qui dépend de la poursuite du conflit. La destruction de la démocratie est un aspect supplémentaire de son maintien au pouvoir, ce qui a poussé nombre d'entre nous à descendre dans la rue au cours de l'année écoulée.

Dans cette même interview accordée en 2019 à Army Radio, Barak a déclaré que Netanyahou maintenait le Sud «à petit feu» constant. Il convient de prêter une attention particulière à son affirmation selon laquelle les services de sécurité ont, à plusieurs reprises, déposé sur la table du cabinet des plans visant à «drainer le marécage» du Hamas à Gaza, mais que le cabinet n'en a jamais discuté.



La ministre de l'information, Galit Distel Atbaryan, en 2022 (Crédit : Noam Moskowitz/Knesset)

Netanyahou savait, a ajouté Barak: «que concernant le Hamas il est plus facile d'expliquer aux Israéliens qu'il n'y a personne avec qui s'asseoir et discuter. Si l'AP se renforce, il y aura quelqu'un à qui parler». Revenons à Distel Atbaryan: «Notez bien ce que je dis: Benjamin Netanyahou maintient le Hamas sur pied afin que l'État d'Israël tout entier ne devienne pas une enveloppe autour de Gaza».

Elle a mis en garde contre un désastre «si le Hamas s'effondre», dans ce cas, «Abou Mazen risque de contrôler Gaza». En ce cas, des voix de gauche s'élèveront pour prôner des négociations, un règlement diplomatique et un État palestinien, y compris en Judée et en Samarie. Les porte-parole de Netanyahou ne cessent de diffuser de tels messages.

Benjamin Netanyahu et le Hamas ont une alliance politique tacite contre leur ennemi commun, l'Autorité palestinienne. En d'autres termes, Netanyahou coopère et s'entend avec un groupe dont l'objectif est la destruction de l'État d'Israël et l'assassinat de Juifs (<https://www.haaretz.com/israel-news/2023-10-13/ty-article-opinion/.premium/the-inconvenient-context-palestinians-massacred-jews-for-being-jews/0000018b-2890-dff1-a5eb-fefd6e7d0000>).

Le chroniqueur du *New York Times* Thomas Friedman a vu juste lorsqu'il a écrit en mai 2021, au moment de la mise en place du gouvernement de changement, que Netanyahou et le Hamas étaient effrayés par la possibilité d'une percée diplomatique. Il a écrit que le premier ministre et le Hamas «voulaient tous deux détruire la possibilité d'un changement politique avant que celui-ci ne les détruise politiquement». Il a ensuite expliqué qu'ils n'avaient pas besoin de se parler ou de conclure un accord entre eux.

«Ils comprennent chacun ce dont l'autre a besoin pour rester au pouvoir et se comportent sciemment ou pas, de sorte à s'assurer qu'ils y parviennent». Je pourrais continuer à développer le sujet de cette coopération, mais les exemples précédents parlent d'eux-mêmes.

Le pogrom de 2023 est le résultat de la politique de Netanyahou. Il ne s'agit pas d'un «échec du concept», mais bien du concept: Netanyahou et le Hamas sont des partenaires politiques, et les deux parties ont rempli leur part du marché.

À l'avenir, d'autres détails apparaîtront qui jetteront une lumière supplémentaire sur cette coopération mutuelle. Ne commettez pas l'erreur de penser - même maintenant - que tant que Netanyahou et son gouvernement actuel seront responsables des décisions, le régime du Hamas s'effondrera.

Il y aura beaucoup de discours et de pyrotechnie sur l'actuelle « guerre contre le terrorisme» mais le maintien du Hamas est plus important pour Netanyahou que quelques kibboutznicks morts (<https://www.haaretz.com/israel-news/2023-10-10/ty-article/.premium/so-the-world-knows-what-happened-the-scene-of-slaughter-at-kibbutz-kfar-azza/0000018b-1aa1-df31-a99f-7fe3eae50000>).